

*Affaires courantes*

**Le président suppléant (M. Paproski):** Si le député veut qu'on réponde à sa question, il ferait mieux de la poser.

**M. Pickard:** Comment peut-il dire sérieusement qu'il est un gestionnaire prudent? Comment peut-il même dire qu'il est un gestionnaire, étant donné la crise financière dans laquelle les conservateurs ont plongé notre pays?

**M. Hawkes:** Monsieur le Président, chaque fois qu'un nouveau venu à la Chambre ouvre la bouche, certains d'entre nous qui sommes des anciens sommes vraiment tentés de leur rappeler le passé dont se souviendra le président du Comité des comptes publics.

Nous avons formé un gouvernement pendant neuf mois avant d'être battus. La dette totale accumulée, juste pour en informer le député, s'élevait à 68 millions de dollars aux élections de 80. Quatre ans plus tard, elle était de 220 millions de dollars.

**Une voix:** Calculez les intérêts sur cette dette.

**M. Hawkes:** Monsieur le Président, voulez-vous seulement calculer l'augmentation de pourcentage que le Parti libéral a apportée en quatre ans?

Comment vous y êtes-vous pris pour accroître la dette si rapidement en partant des budgets équilibrés en 1971 et en 1972? Le chef actuel du Parti libéral a été ministre des Finances pendant une courte période et quelle catastrophe cela a été. Une catastrophe totale.

Mais, de 68 à 220 millions de dollars, cela représente une augmentation de 200 p. 100 en quatre ans. C'est-à-dire une augmentation de 50 p. 100 par an de la dette nationale accumulée.

[Français]

**M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester):** Monsieur le Président, j'apprécie l'occasion de pouvoir prendre la parole au sujet du rapport du Comité des comptes publics concernant le démantèlement de la Division d'évaluation fiscale du ministère des Finances.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les discours prononcés ce matin par tous les députés du gouvernement. J'ai trouvé que leurs discours ridiculisaient tout le système parlementaire et surtout le principe de vouloir évaluer ce que l'on fait à la Chambre, et les décisions que l'on prend.

Le ministère des Finances a attendu jusqu'à 1987 avant de former un comité. . .

**Une voix:** Une division!

**M. Bellemare:** . . . ou une division pour évaluer ses programmes. On sait que depuis 1983, le vérificateur général avait recommandé que le ministère ait un comité d'évaluation de ses programmes et qu'il trouvait cela

absolument important. Environ un an après sa recommandation, le ministère des Finances a mis de l'avant un système de crédit d'impôt et il a évalué, non pas d'une façon indépendante, mais juste estimé que la perte serait peut-être, en fait de levée d'impôts, d'environ 100 millions de dollars. Et on sait qu'en réalité elle se chiffre à 2,3 milliards.

J'ai écouté le secrétaire parlementaire du ministère des Finances, le député de Trois-Rivières, qui dit qu'il existe présentement une évaluation au ministère des Finances. S'il y en a une, monsieur le Président, elle n'est pas indépendante. On retourne aux problèmes des années 1983-1984. On retourne aux problèmes soulevés par le vérificateur général où on faisait ses propres évaluations, non d'une façon indépendante et non sans méthode reconnue, et c'est à ce moment-là que l'on crée de graves problèmes financiers au pays.

Le député de Calgary-Ouest s'est amusé à essayer de faire la leçon aux parlementaires de l'opposition, et plus particulièrement aux nouveaux parlementaires.

• (1230)

Il a essayé de nous ridiculiser, il a essayé d'être comique. Je trouve que le député ne démontre pas un bon sens des responsabilités en riant ou en ridiculisant les nouveaux députés. Il nous a parlé de la dette nationale de 400 milliards de dollars; il a dit que la grande cause de cette dette serait le Parti libéral et qu'en 1984, lorsque le présent gouvernement a été élu, ils avaient une dette d'environ 150, 170, 175 milliards de dollars. Le chiffre semble varier chaque fois qu'un ministre ou un député du gouvernement prend la parole! La dette était sûrement aux environs de 170 milliards de dollars, si on lit et si on écoute les propos de l'ancien ministre des Finances du gouvernement.

Mais ce qui n'est jamais dit. . . On dit toujours que c'est la faute des Libéraux. On dit avoir hérité d'une dette d'environ 175 milliards de dollars en 1984 et que si la dette atteint maintenant les 400 milliards de dollars, c'est parce que l'on paie les intérêts sur cette dette. Je crois que les économistes du côté du gouvernement oublient souvent les réalités mathématiques et la réalité historique.

Il ne faut pas oublier que si nous avons une dette d'environ 175 milliards de dollars en 1984, c'est que l'on avait hérité de cela, non seulement du Parti libéral, mais des deux gouvernements conservateurs précédents. Entre autres, le gouvernement de M. Clark en a ajouté, tout comme celui de M. Diefenbaker. Si vous voulez vérifier, regardez les rapports financiers des gouvernements depuis 1950. Si vous le désirez, on pourra retourner à R.B. Bennett qui a secoué tout le Canada durant les temps difficiles, au temps des Conservateurs.